

*Les crédits*

s'arrêter et repenser ses activités. Pour le gouvernement, cela veut dire reconsidérer ses positions. Cela vaut également pour les gouvernements provinciaux, les entreprises et les établissements d'enseignement.

Certains secteurs ont besoin plus que d'autres de moderniser et d'améliorer leur infrastructure. L'Ontario a peut-être besoin d'aide en ce sens, et nous devrions peut-être concentrer une bonne partie de nos efforts dans ce domaine. Toutefois, toutes les régions connaissent ce problème. Cela s'est produit dans les années 80, au moment de la crise, et cela se reproduit aujourd'hui, au début des années 90. Il ne faut tout simplement pas nous laisser distancer par nos concurrents internationaux.

Il ne faut absolument pas s'étonner que l'Ontario semble davantage frappée que n'importe quelle autre province. Je soutiens que cela se rapporte au contexte de l'ensemble du Canada. La province dont je viens, l'Alberta, a perdu depuis trois ou quatre ans des milliers et des milliers d'emplois dans le secteur pétrolier. Toute l'industrie pétrolière est en voie de restructuration dans le monde entier. Nous avons évidemment abandonné le Programme énergétique national que les libéraux avaient mis en place. Nous avons déréglementé le secteur et nous nous sommes alignés sur les prix du marché. Beaucoup de choses dépendent du reste du monde.

Quand les sociétés pétrolières mettent à pied des milliers de travailleurs, les installations de forage restent inactives. En fait, j'ai appris de la CAODC, la Canadian Association for Oil Well Drilling Contractors, qu'environ 10 p. 100 des installations de forage étaient en activité. Si les installations de forage sont inactives, les entreprises de services ne travaillent pas. Cela veut dire que les hommes et les femmes qui fournissent infrastructure et services aux installations de forage, comme les injecteurs de boue —la boue sert à contrôler la pression dans les puits —et ceux qui sont chargés de la fracturation et des essais se retrouvent sans emploi, tout comme ceux qui sont chargés de l'approvisionnement en eau, les soudeurs, l'épicier du coin et les exploitants de motels. Cela a des retombées partout dans le pays. Toutes les régions du pays ont des problèmes.

Revenons à la commission MacDonald du milieu des années 80. Elle avait prévu en grande partie cette période d'adaptation et de rajustement qui s'impose. C'est la commission royale d'enquête qui a recommandé de mettre en oeuvre les changements nécessaires en prévision des pressions accrues de la concurrence à l'échelle internationale.

• (1340)

L'Accord de libre-échange ainsi que les négociations en cours avec les États-Unis et le Mexique étaient au

nombre des changements anticipés. Ces initiatives s'inscrivent dans la même logique.

De tels rajustements ne sont pas faciles et ne se font pas sans douleur, mais nous devons nous adapter. Il n'y a pas d'autre solution. Pour employer une expression usée, le monde ne nous doit rien. Nous devons nous débrouiller, et je pense que la plupart des Canadiens en sont bien conscients.

Ce que les Canadiens attendent des gouvernements, c'est qu'ils créent un climat fiscal comportant moins de règlements et de cauchemars administratifs, et qu'ils laissent l'industrie privée tranquille. C'est l'industrie privée qui assure la création d'emplois et la prospérité au pays. Ce ne sont pas les gouvernements qui assurent la prospérité, et je dois reconnaître que je suis d'accord sur bien des points avec le député de Broadview—Greenwood.

Laissons maintenant de côté les réalités économiques pour nous tourner vers des questions sociales et nationales. Il est parfois très tentant pour nous ici à la Chambre de se concentrer sur des considérations économiques, au détriment des questions sociales. Cela dit, notre gouvernement a réellement fait beaucoup sur le plan social.

Hier soir, je regardais les bulletins de nouvelles, qui faisaient état de la situation tragique mise à jour à Martensville, en Saskatchewan, et qui révolte chacun d'entre nous. Ce genre de nouvelle est tout à fait consternant. C'est l'actuel ministre de l'Énergie, alors qu'il était ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui avait nommé M. Rix Rogers pour le conseiller sur le problème très précis et particulier de l'exploitation sexuelle des enfants.

Je pense que tous ceux qui sont ici à la Chambre ont été témoins de ce que j'ai vu hier soir à la télévision. C'est tout à fait inacceptable. Lorsque M. Rogers a été chargé de cette tâche précise, il a produit, il y a quelques années, un rapport qui appelait des solutions. Personne ne peut y parvenir seul. Ce n'est qu'en travaillant ensemble qu'on pourra venir à bout de ces problèmes.

Le rapport établi par M. Rogers a beaucoup contribué à la reprise, en 1991, de l'action, axée sur les enfants maltraités et lancée contre la violence au foyer. En fait, tout le domaine de la violence familiale, des mauvais traitements infligés aux femmes, aux enfants et aux personnes âgées, est devenu un champ d'action très important pour nous.

Le ministre responsable de la situation de la femme a chargé, il y a quelques mois, un groupe de travail composé de spécialistes de se pencher sur toute la question de la violence, mais en particulier sur la violence faite aux femmes. Il me tarde de recevoir son rapport plus tard dans l'année.